

## 7 Investissement

**E**n 2016, l'investissement de l'ensemble de l'économie augmente de 3,4 % en valeur et 2,8 % en volume, après + 0,9 % en valeur et + 1,0 % en volume en 2015. Porté principalement par les entreprises non financières, il rebondit à la fois en valeur et en volume après quatre années de faible croissance.

L'investissement des entreprises non financières augmente de 4,3 % en valeur (après + 3,1 % en 2015 et + 1,9 % en 2014), soutenu principalement par les dépenses en activités informatiques (programmation, conseil, gestion d'installations) et en services d'information (traitement de données, hébergement de sites internet, etc.), qui progressent de 7,7 %. Ces dépenses représentent 16,0 % du total des dépenses d'investissement des entreprises non financières et cette part augmente légèrement chaque année. Bien que moins dynamiques, les dépenses en recherche et développement scientifique accélèrent (+ 3,2 % après + 1,8 % en 2015).

Les dépenses en produits industriels contribuent également à la hausse des investissements des entreprises non financières, grâce notamment à l'investissement en véhicules automobiles (+ 9,9 %) et en construction, qui reprend après deux années de baisse (+ 2,1 % après - 1,1 % en 2015 et - 1,5 % en 2014). Au total, le taux d'investissement des entreprises non financières s'établit à 21,7 % et retrouve son niveau de 2008 (21,6 %).

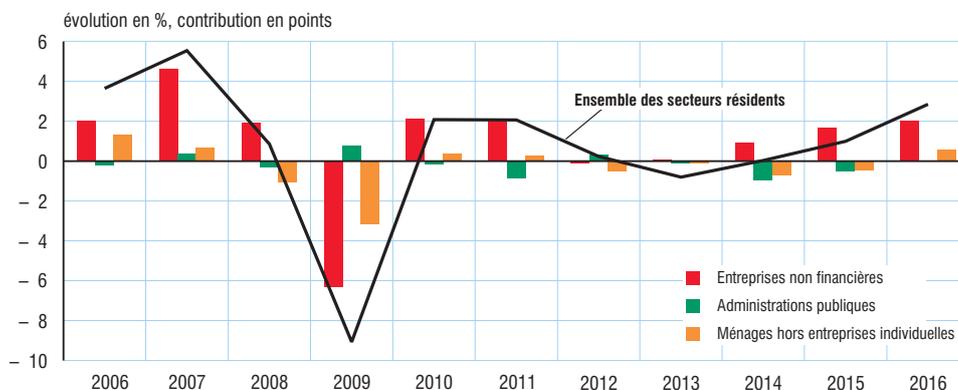
Les institutions financières contribuent elles aussi à la hausse de l'investissement dans l'économie, avec une augmentation de

7,1 %, attribuable à l'accroissement de leurs dépenses en construction (+ 6,8 %), ainsi qu'en activités informatiques et en services d'information (+ 7,6 %). Cette progression fait suite à une hausse de même ampleur en 2015 (+ 6,0 %).

L'investissement des administrations publiques se stabilise en 2016 (- 0,1 % en valeur, après - 4,3 % en 2015 et - 5,5 % en 2014). Les dépenses en construction reculent toujours (- 5,5 % après - 6,5 % en 2015) et ce sont les dépenses en matériels de transport, dopées par d'importantes livraisons de matériel militaire, qui soutiennent l'investissement public (+ 57,8 %). Ces dépenses ont été principalement le fait de l'État, dont l'investissement augmente de 15,0 % tous produits confondus, tandis que les dépenses des administrations publiques locales continuent de baisser (- 3,3 %, après - 9,7 % en 2015 et - 8,3 % en 2014).

Enfin, en lien avec la hausse de leur revenu disponible brut, l'investissement des ménages renoue avec la croissance après quatre années de baisse : il augmente de 3,2 % en valeur en 2016. La reprise de l'investissement des ménages est due aux dépenses en travaux de construction : + 1,9 % après - 4,3 %. Elle s'accompagne d'une croissance toujours dynamique de leurs dépenses liées aux transactions immobilières (commissions d'agences, émoluments des notaires et droits de mutation à titre onéreux principalement), dans le neuf comme dans l'ancien (+ 8,3 % après + 11,7 %). ■

## 1. Contribution des secteurs institutionnels à l'évolution du volume d'investissement



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

## 2. Investissement des secteurs institutionnels en valeur

	2016 (en milliards d'euros)	Évolution							
		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Entreprises non financières	276,7	-11,5	4,8	6,1	1,1	0,6	1,9	3,1	4,3
Entreprises financières	20,3	-11,5	-8,2	19,8	16,2	-18,2	20,0	6,0	7,1
Administrations publiques	76,1	4,8	0,6	-1,6	3,6	-0,3	-5,5	-4,3	-0,1
Ménages (hors entreprises individuelles)	111,6	-13,4	3,5	4,4	-0,7	-0,5	-0,7	-1,4	3,2
ISBLSM	4,7	5,1	4,1	4,4	1,5	3,4	2,7	2,4	2,0
<b>Ensemble</b>	<b>489,4</b>	<b>-9,1</b>	<b>3,2</b>	<b>4,6</b>	<b>1,6</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,9</b>	<b>3,4</b>

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

## 3. Évolution de l'investissement de l'ensemble des secteurs, en volume au prix de l'année précédente, par produit

	2016 (en milliards d'euros)	Évolution							
		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	<b>1,3</b>	<b>2,3</b>	<b>0,0</b>	<b>-9,1</b>	<b>15,5</b>	<b>14,3</b>	<b>10,2</b>	<b>-2,2</b>	<b>0,3</b>
<b>Industrie manufacturière, industries extractives et autres</b>	<b>109,7</b>	<b>-17,0</b>	<b>7,6</b>	<b>1,5</b>	<b>2,0</b>	<b>-3,2</b>	<b>2,1</b>	<b>4,2</b>	<b>6,4</b>
Équipements électriques, électron., informat., machines	37,7	-21,9	4,1	10,2	2,7	-4,7	3,9	5,3	3,8
Matériels de transport	36,9	-23,8	25,9	-9,1	2,3	-2,7	0,5	6,7	14,5
Autres produits industriels	35,1	-4,5	-3,0	2,8	1,0	-2,2	1,5	1,0	1,5
<b>Construction</b>	<b>209,4</b>	<b>-6,6</b>	<b>-2,4</b>	<b>1,0</b>	<b>-2,5</b>	<b>-0,4</b>	<b>-2,2</b>	<b>-2,5</b>	<b>0,2</b>
Génie civil	31,2	-6,7	-4,3	-0,3	-3,0	2,3	-3,0	0,6	-1,6
Bâtiments <sup>1</sup> et travaux spécialisés	178,2	-6,6	-2,1	1,2	-2,4	-0,9	-2,0	-3,0	0,6
<b>Services principalement marchands</b>	<b>166,3</b>	<b>-7,1</b>	<b>5,8</b>	<b>4,3</b>	<b>3,1</b>	<b>0,1</b>	<b>1,9</b>	<b>3,8</b>	<b>4,0</b>
Information et communication	67,9	-6,9	4,8	3,3	5,1	1,4	3,7	4,7	6,3
Activités immobilières	5,3	-34,1	18,1	-6,3	-2,8	-0,3	-5,0	5,8	10,2
Activités spécial., scient. et techn. et activités de services admin. et soutien	90,8	-4,8	6,3	5,7	2,0	-0,4	1,0	3,1	2,1
Autres activités de services	2,2	-11,2	-9,0	0,6	9,2	-12,1	2,3	2,5	0,3
<b>Ensemble</b>	<b>486,7</b>	<b>-9,1</b>	<b>2,1</b>	<b>2,1</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,8</b>	<b>0,0</b>	<b>1,0</b>	<b>2,8</b>

1. Y compris la promotion immobilière.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.